



Le Conseiller du leader du MRC, Maurice Kamto, cite le retour au fédéralisme comme la seule forme politique capable de développer le Cameroun et de résoudre la crise dans les régions de Nord-ouest et du Sud-ouest.

Tribune

Êtes-vous capables d'expliquer pourquoi la République Fédérale d'Allemagne (première puissance économique et politique européenne) s'en sort avec seulement 15 ministres, tandis que le Cameroun (pays inexistant dans le concert des nations et incapable d'organiser une CAN dans les délais) en compte pas moins de 63 ?

En termes de Produit Intérieur Brut (PIB) nominal, la richesse annuelle générée par l'Allemagne (3 900 milliards de dollars) est plus de 100 fois supérieure au bilan camerounais (38 milliards en 2018 selon la Banque Mondiale). Or le Cameroun, pour une population 4 fois plus petite (25 vs 83 millions d'habitants), possède 4 fois plus de ministres dans son gouvernement. Connaissez-vous la raison de cette diablerie ?

Eh bien c'est simple : dans un système dictatorial primitif, la finalité n'est pas de bâtir une prospérité dont profite la masse, mais plutôt de créer une petite clique de seigneurs intégrés à la fonction publique, et dont la jouissance sera l'unique Leitmotiv. Le Cameroun n'est pas une

République, mais un royaume féodal où chaque seigneur tire un morceau de couverture vers lui. La recherche scientifique et technique de même que l'entreprise privée d'envergure n'y existent pas.

Ainsi, la source de richesse principale repose sur la vente des matières-premières et des cultures de rente (cacao-café) que personne ne consomme sur place, suivie par le vol massif des (maigres) retombées financières dans les caisses publiques. Voilà pourquoi tout le monde y rêve d'être fonctionnaire d'Etat, et voilà pourquoi c'est la fête totale au village à chaque nomination.

Et voilà pourquoi ils ne veulent pas entendre parler de fédéralisme. Car qui dit "fédération" dit "répartition des richesses" et "fin des monopoles obscurs". Car répartition des pouvoirs.

MORCEAU CHOISI : L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Cet article est la suite du texte (au titre identique) que j'ai publié hier sur cette page. Il s'agit d'étudier comment un cas comme l'Allemagne a su organiser son modèle administratif de manière à obtenir des résultats fabuleux dans pratiquement tous les secteurs qui en découlent. Le texte d'hier illustre les rapports entre les 16 Etats fédérés (appelés "Länder") et le pouvoir central, celui-ci va s'intéresser à un seul organe en particulier pour y voir plus clair:

Et l'organe choisi aujourd'hui est appelé le " Bundesrat ", ou Conseil Fédéral.

Le Bundesrat désigne la chambre haute du parlement, soit l'équivalent du sénat au Cameroun. Et je vais à nouveau vous demander si vous êtes en mesure de justifier qu'un pays possédant le quadruple de notre population n'ait que 69 sénateurs, alors que le Cameroun en compte 100 ! Une fois encore les raisons sont les mêmes que pour le nombre de ministres : le sénat camerounais est l'une des plus grosses inutilités qui aient jamais existé à l'ère du Verseau. C'est un repaire de fossiles en fin de vie à qui l'on a voulu assurer une retraite paisible dans le Néant absolu. Techniquement, ils ne servent à rien.

Par ailleurs, alors que 30% d'entre eux sont nommés d'office par Biya (ce qui lui assure d'office une marge confortable), la chancellerie d'Allemagne elle, n'a aucun pouvoir de nomination sur les 69 conseillers fédéraux. Ils sont choisis librement par les 16 Länder du pays, qui disposent chacun d'un nombre précis de sièges en fonction de leur population. Ainsi, les États de plus de 7 millions d'habitants tels que la Rhénanie du Nord et Westphalie (Nordrhein-Westphalen) disposent de 6 sièges, tandis que les Länder de moins de 2 millions (comme la Sarre) en possèdent 3.

On constate ici que les Länder en minorité démographique sont très avantagés, car disposant de seulement trois représentants de moins que les États plus peuplés. Cela évite un sentiment de marginalisation et d'écrasement, tel que le ressentent les anglophones depuis le tacle par derrière de la conférence de Fombar en juillet 1961. Grâce à ce dynamisme, le Bundesrat peut donc sereinement contrôler l'action du gouvernement (le Bundesregierung) sans trafic d'influence, et mieux défendre les intérêts des Länder qu'il représente.

Qui plus est, la présidence de la chambre est tournante à chacun des Länder, ce qui signifie

que le chef du Bundesrat ne reste en poste que 12 mois, et donc que chaque État n'occupe ce poste que tous les 16 ans. Par ailleurs, il n'est pas nommé par Berlin, mais le poste revient chaque année automatiquement au gouverneur de l'un des Länder qu'on appelle "Ministerpräsident" (ou ministre-président). Et ce gouverneur n'est lui-même pas nommé par la chancellerie fédérale, mais par les parlements régionaux lors des élections régionales.

C'est cela la décentralisation, la vraie. Le partage véritable des pouvoirs, rien à voir avec le Niat-Njifenjisme préhistorique observé en Camerounie.

En Allemagne le pouvoir central (appelé le "Bund") s'occupe des grandes questions d'Etat (politique environnementale, politique migratoire, Union Européenne, partenariats économiques eurasiatiques ou euraméricains, budget national, stratégie militaire, etc ...). Il ne s'occupe pas d'envoyer la police municipale violer des étudiantes dans des cités universitaires parce qu'on les soupçonne d'avoir réclamé des réformes administratives. La gestion du quotidien interne est confiée aux Etats fédérés, les Länder. **ET ÇA MARCHE !**

Ici, l'exécutif ne s'intéresse pas aux PPP (Petits Partis Politiques), de peur de devenir un régime de PPP' (Petits Pantins Pitoyables).

EN BREF :

Le mandat des conseillers du Bundesrat n'a pas de limite. Cela signifie que des membres peuvent y passer 20 ou 1000 ans, mais cela signifie aussi qu'ils peuvent définitivement perdre leur poste après cinq (voire quatre ans dans l'état de Brême), si leur parti politique est battu aux élections régionales (qui se déroulent à des moments totalement différents pour chaque Etat). Car lorsqu'un nouveau parti ou une nouvelle coalition l'emporte, c'est ce parti ou coalition qui enverra de nouveaux membres à Berlin remplacer les précédents. Le pouvoir central ne peut rien y faire.

Autrement dit, il ne sert à rien pour un Allemand de faire les yeux doux à la chancelière en chantant " Merkel Ayop !" dans l'espoir de conserver son poste, même s'il n'a plus de pieds comme Niat, ou qu'il n'a plus de cordes vocales comme le cousin Djibril.

Car dans les pays industrialisés et politiquement organisés, le wamakoulisme (science du crétinisme volontaire) n'existe pas.

EKANGA EKANGA CLAUDE WILFRIED

(A faire à la maison : pourquoi la délégation camerounaise en coupe du monde est toujours parmi les plus grandes (2eme en 2014 au Brésil) alors que le pays n'a plus dépassé le premier tour depuis ma naissance ?)